

Le 15 avril 2020

La stratégie de déconfinement va s'adapter aux moyens qui seront à disposition

Une quatrième réunion format CTM a eu lieu mercredi 15 Avril 2020 en Visio-conférence, avec toutes les organisations syndicales représentées en CTM, présidée par le Secrétaire Général Adjoint Philippe Mérillon.

Vos représentants en CTM : Gwendoline PROSPER, Emilie CERISIER, Béatrice LAUGRAUD, Alain STEUX

Proposition du CHSCTM mercredi prochain en lieu et place du CTM, en format GT pour scinder enseignement et services déconcentrés afin de simplifier et aller à l'essentiel des sujets. Nous acceptons cette proposition de format moins formel pour aller droit à l'essentiel

Le point de départ de notre travail d'aujourd'hui est l'allocution du Président de la République lundi 13 avril, ouvrant la voie à la préparation d'un possible déconfinement. Il sera orienté de manière progressive.

Réponses de l'administration aux questions posées

- Les étudiants de l'enseignement supérieur ne reprendront les cours en présentiel qu'en septembre. L'UNSA souhaite une clarification sur le champ de cette annonce.

Les services de la DGER font le point avec les différentes parties concernées et apporteront les éléments de réponses dans les différentes instances dont celle-ci (CTM).

Nous apprenons, en marge de cette instance, qu'à l'Éducation Nationale, les élèves de BTS et classes préparatoires devraient pouvoir retourner en cours au mois de mai. JM Blanquer a précisé ce matin : «À partir du moment où les lycées vont rouvrir, on doit ouvrir la possibilité pour eux aussi de rentrer. C'est particulièrement vrai quand ils ont un concours à passer».

- La date du 11 mai a été fixée comme objectif de début de déconfinement avec un retour progressif des élèves dans les établissements. L'UNSA réitère sa demande d'organisation de la désinfection des locaux des établissements accueillant du public par des entreprises spécialisées et non par des agents desdits établissements, ainsi qu'un dépistage systématique de tous les acteurs de la communauté éducative, personnels et apprenants.

Le président du CTM est très clair sur le fait que les décisions qui seront prises dépendront de la cellule interministérielle de crise et de l'ARS. Nos stratégies découleront des décisions nationales.

« La stratégie de déconfinement va s'adapter aux moyens qui seront à disposition »

- Calendrier des commissions de mobilités enseignants et vie scolaire

Le terme commission n'est pas adapté. La mobilité des enseignants et personnels d'éducation est entre les mains du responsable de programme, soit la DGER, qui remet sa copie au Secrétariat Général pour arbitrages. Ce dernier publie les résultats selon les dates indiquées dans la note de service mobilité.

- Parution de la note de service mobilité des contractuels

Il n'est pas certain que le bureau de gestion des contractuels ait la capacité de faire paraître cette note de service en raison du confinement et de la mise en place massive du télétravail. La priorité du bureau est la paie des agents et les nouveaux contrats. Si cette note ne pouvait sortir, une publication des postes au fil de l'eau pourrait être étudiée. Le SRH fera son possible pour la publier néanmoins.

- Livrets scolaires, gel de la DGH à venir,

L'UNSA demande que les livrets scolaires soient dématérialisés pour permettre une fluidité du travail des enseignants, et que la baisse de DGH soit gelée compte-tenu du fait que le recrutement élèves à la rentrée ne saurait être un argument en la défaveur des établissements en cette période de confinement qui correspond habituellement aux portes ouvertes, mini-stages et méthodes diverses et variées de plébiscite de nos filières de formation. Un groupe de travail CNEA aura lieu la semaine prochaine réunissant le public, le privé, l'Education Nationale et l'enseignement supérieur, pour aborder tous les sujets posés.

- Accès aux fiches de paye dématérialisées pour les agents en postes gagés

Les emplois gagés n'ont pas accès à l'ENSAP, la réglementation ne le permettant pas, cela ne dépend pas de notre Ministère.

- Date de reclassement pour les personnels de direction

Le reclassement ayant pris du retard, les équipes sont à pied d'œuvre pour le rattraper. Les courriers à destination des directeurs de centre sur leur positionnement vis-à-vis du statut d'emploi sont en cours d'envoi.

- Situation des stagiaires concours et titularisation

Le secrétariat général précise que les décisions prises par l'éducation nationale à ce sujet ne s'appliqueront pas à nous car notre calendrier est différent. Il pourrait même être envisagé d'annuler les oraux. La question est à l'étude au SRH.

- L'UNSA demande que les agents sur budget d'établissement ainsi que les opérateurs du Ministère de l'Agriculture fassent partie du périmètre des agents concernés par le numéro vert de la cellule de soutien aux agents.

Le périmètre est élargi aux ACB. Pour les opérateurs la faisabilité est à l'étude.

- Les abattoirs

Un abatteur qui accueille dans son site des agents de tous horizons a la responsabilité de la sécurité de toutes les personnes qui interviennent dans les locaux, qu'ils soient publics ou privés. En ce qui concerne la question de la réorganisation des cadences d'abattages, un courrier a été envoyé aux préfets, pour veiller aux mesures barrières et distanciation sociale. On attend de voir les remontées concrètes demandées aux services par l'intermédiaire des bilans demandés régulièrement aux SRAL.

- Rendez-vous de carrière et avancement

Les inspections sont décalées ou maintenues avant l'été.

RenoirRH est bien mis à jour sur la situation des agents concernés. Les CAP promotions et avancements se tiendront quel que soit l'état d'avancement des rendez-vous de carrière car un décalage de calendrier ne peut pas être envisagé.

- RIFSEEP TSMA et IAE

Mise en place en juillet pour le corps des TSMA et août pour le corps des IAE

- Télédéclaration PAC

Quelques difficultés ont été remontées par les chambres d'agriculture. Une FAQ sur les politiques agricoles a été publiée sur le site du Ministère. Les DDI ont été interpellées en renfort sur les télédéclarations

Questions de l'UNSA au CTM du 15 Avril 2020

L'**UNSA** demande que le Ministère liste les missions essentielles afférentes aux différents secteurs de son activité (DRAAF, Etablissements scolaires, DDI...) pour une harmonisation des PCA.

L'**UNSA** demande que les moyens matériels soient mis en œuvre pour la protection des agents concernés par le PCA en présentiel : gel hydro-alcoolique, masques, lingettes désinfectantes et ce sans délai (hors marché national si nécessaire).

L'**UNSA** demande que les agents sur budget d'établissement ainsi que les opérateurs du Ministère de l'Agriculture fassent partie du périmètre des agents concernés par le numéro vert de la cellule de soutien aux agents.

L'**UNSA** demande une clarification concernant nos BTS et licences pro (Formation initiale scolaire et apprentissage) et nos établissements d'enseignement supérieur (VetagroSup, INRA, AgroCampusOuest, ONIRIS...). Sont-ils concernés par une reprise en Septembre ? Qu'en est-il clairement de la reprise annoncée par le Président de la République ?

L'**UNSA** demande de nouveau que les calendriers concernant les dates de tenue des commissions de mobilité, leur composition, la date des réunions d'arbitrages (s'il y a lieu), les dates de publications, soient transmises aux organisations syndicales en toute transparence et pour toutes les mobilités.

Les NS concernant les enseignants ne font état que de la date de publication des résultats par le SRH, nous demandons que la DGER réponde à nos questions sur la partie concernant les dates de tenue des commissions.

La note de service pour la mobilité des enseignants contractuels : L'**UNSA** demande que cette note paraisse, et que les dates de tenue de commission, arbitrages et publication y soient mentionnés.

L'**UNSA** demande ce qu'il en est à ce jour du PNF. Les actions sont-elles suspendues, reportées, annulées ? Qu'en est-il des crédits afférents à ces actions ?

L'**UNSA** demande la dématérialisation des livrets scolaires comme c'est le cas à l'Education Nationale.

L'**UNSA** demande le gel de la DGH pour la rentrée à venir.

Le Président a évoqué lundi soir la reprise des crèches, écoles, collèges à la date du 11 mai 2020. Que se passera-t-il pour les agents dont les enfants ont des pathologies et qui potentiellement ne pourront pas reprendre les cours ? Le placement en télétravail ou en ASA sera-t-il encore possible ?

Dans le cadre des LDG mobilité, les organisations syndicales peuvent soutenir un dossier dès lors qu'elles sont mandatées par l'agent. L'**UNSA** demande qu'une procédure soit rapidement mise en œuvre par l'administration pour en connaître les modalités précises.

Le gouvernement prône la mise en place d'une réserve civique, le Ministre nous a répondu la semaine dernière que le bénévolat imposait une prise de congés annuels. L'**UNSA** demande que des ASA (dans la limite du confinement) soient accordées aux agents souhaitant la rejoindre, à l'instar de ce qui se réalise pour la réserve sanitaire.

Le CNPF est interrogé par les propriétaires forestiers sur la possibilité qu'ils ont, ainsi que leurs ayants droits, de se rendre en forêt. Il semblerait que les préfets aient une interprétation différente d'un département à l'autre. Serait-il possible d'avoir une réponse du MAA sur le sujet ?

Pourquoi les agents sur postes gagés ne peuvent-ils pas télécharger leurs fiches de salaire ENSAP ?

Pourrions nous connaître la date d'ouverture des exploitations pour la vente des produits ?

Pourrions nous avoir un bilan financier des structures CFPPA face à cette crise ?

Nos établissements ont tous des internats, certains ont été réquisitionnés pour accueillir des personnes sans abris ou soignants. Nos établissements auront-ils été désinfectés comme l'**UNSA** le réclame depuis le début de la crise en vue du déconfinement au jour de la reprise ? Gants, masques et gel seront-ils à disposition ?

L'**UNSA** s'interroge sur la dégradation du dialogue social au vu des décisions prises par l'administration sans concertation préalable ou les non questions à réponses itérées plusieurs fois. Nous réclamons toujours les calendriers de commissions de mobilité, et nous nous sommes rendu-compte que des sujets mis à discussion en CTEA, était finalement déjà en place auprès des agents, c'est le cas des stagiaires concours.